

The Caliphate Party: First Moroccan Islamist Organization

Le Parti du Califat: Première organisation islamiste marocaine

Nabil Mouline
CNRS, Paris, France

Abstract: While attempts to revive the caliphate, the universal Islamic monarchy, in the Mashreq and the Indian Subcontinent during contemporary times are now well known, similar endeavors in other regions are little or not studied at all. We propose in this article to enrich the question by presenting the first results of an ongoing research on an almost unknown case: the Caliphate Party (*hizb al-khilāfa*), the first Moroccan Islamist organization, founded in 1944.

Keywords: The Caliphate, Islam, Islamism, Political Parties, Maghreb, Morocco, Constitution, Mode of Government, Nationalism, Moroccan National Movement, Monarchy, Makhzen.

D’aucuns savent que l’intervention directe ou indirecte des puissances européennes dans l’aire culturelle musulmane à partir de la fin du XVIII^{ème} siècle provoque un véritable choc. Pour faire face à cette hégémonie, une partie des élites locales tente de proposer des solutions, notamment dans le domaine politique. Alors que certaines d’entre elles affirment que la seule voie de salut est l’adoption “intégrale” des cadres idéels et organisationnels occidentaux, d’autres préfèrent s’appuyer “uniquement” sur les héritages locaux. Des synthèses “bricolées” finissent néanmoins par s’imposer dès la seconde moitié du XIX^{ème} siècle.

Si la majorité de ces synthèses, où s’entremêlent des éléments d’origines diverses et parfois incompatibles, s’inscrit dans un cadre purement national pour ne pas dire “local,” une partie, elle, embrasse une logique transnationale voire universelle. Et il va sans dire que les promoteurs de la revivification du califat sont parmi les acteurs les plus dynamiques de cette catégorie. En effet, plusieurs individus et groupes des quatre coins des Mondes musulmans poursuivent de différentes manières un idéal commun: réunifier l’Oumma, la communauté des croyants, autour d’une seule loi et d’un seul chef dans l’espoir de se débarrasser du joug étranger et de retrouver une grandeur perdue.

Les tentatives de revivification de la monarchie universelle islamique au Machrek et dans le sous-continent indien durant l’époque contemporaine sont maintenant bien connues grâce au développement des recherches sur les islams politiques.¹ Mais force est de constater que les entreprises similaires dans d’autres

1. Pour une vue d’ensemble sur ce sujet, voir Nabil Mouline, *Le califat: histoire politique de l’islam* (Paris: Flammarion, 2016).

régions sont très peu voire pas du tout étudiées. Nous nous proposons donc d'étoffer un peu plus ce dossier en présentant les premiers résultats d'une recherche en cours sur un cas presque inconnu: le Parti du califat (*hizb al-khilāfa*), une organisation politico-religieuse marocaine fondée en 1944 par Muḥammad al-Muntaṣir bi-llāh al-Kattānī (m. 1999).

Après un bref rappel de l'évolution des idées politiques au sein de l'Empire chérifien durant la première moitié du XX^{ème} siècle, nous reviendrons sur l'émergence de cette entité, sa philosophie et son programme politique. Nous proposerons enfin une édition de son projet politique présenté aux autorités locales et tutélaires.

Sauver l'Empire

A partir de la fin du XVIII^{ème} siècle, le système de domination marocain, appelé communément le Makhzen, entre dans une phase de crise.² Cette structure s'affaiblit progressivement, non seulement à cause de sa nature patrimoniale, mais également en raison de l'incapacité de ses dépositaires à faire face aux changements locaux et internationaux. Au lieu de mettre en place une politique de réformes structurelles, les autorités adoptent celle du recroquevillement. La faiblesse du Makhzen devient alors de plus en plus visible, notamment à la faveur des luttes incessantes entre les prétendants, la corruption des élites, les révoltes incessantes, la succession de catastrophes naturelles et l'enchaînement des défaites militaires. Tout ceci permet aux puissances européennes de s'immiscer dans les affaires du sultanat et d'affaiblir le pouvoir central en le privant petit à petit de ses outils d'hégémonie.

Les sultans Muḥammad b. 'Abd al-Raḥmān (1859-1873) et al-Ḥasan I^{er} (1873-1894) essaient de remédier à cette situation en introduisant quelques changements timides. Ces actions tardives se révèlent toutefois insuffisantes pour plusieurs raisons car, d'une part, elles ne reposent pas sur des institutions mais dépendent d'une volonté personnelle qui peut disparaître à n'importe quel moment; et, d'autre part, ses promoteurs recourent à des méthodes traditionnelles voire dépassées.

2. Sur la situation du Maroc au XIX^{ème} siècle, voir par exemple Muḥammad al-Manṣūr, *al-Maghrib qabl al-isti'mār: al-mujtama'a wa al-dawla wa al-dīn* (al-Dār al-bayḍā': Al-Markaz al-thaqāfī al-'Arabī, 2006); Muḥammad al-'Amīn al-Bazzāz, *Tārīkh al-awbi'a wa al-majā'āt bil-Maghrib fī al-qarnayn 18 wa 19* (al-Ribāt: Manshūrāt kulliyat al-'ādāb wal-'ulūm al-'insāniyya, 1992); Khālīd bin al-Saghīr, *al-Maghrib wa Brīṭāniyā al-'uṣmā fī al-qarn 19* (al-Ribāt: Manshūrāt kulliyat al-'ādāb wal-'ulūm al-'insāniyya, 1997); Muḥammad Ḥmīda, *al-Kitāba al-islāhiyya bil-Maghrib khilāla al-qarn 19* (al-Ribāt: Dār al-Manāhil, 2002); 'Allāl al-Khdīmī, *al-Tadakhkhul al-ajnabī fī al-Maghrib* (al-Dār al-bayḍā': 'Afrīqyā al-Sharq, 1991); 'Abd al-Salām al-Tāhirī, *al-Fikr al-islāhī bil-Maghrib: al-khiṭāb al-salafī al-makhzanī namūdḥajan (1757-1894)* (al-Ribāt: Top Press, 2008); Germain Ayache, *Etudes d'histoire marocaine* (Rabat: Société Marocaine des Éditeurs Réunis, 1979); Edmund Burke, *Prelude to Protectorate in Morocco: Precolonial Protest and Resistance (1860-1912)* (Chicago, London: The University of Chicago Press, 1976); Bahija Simou, *Les reformes militaires au Maroc de 1844 à 1912* (Rabat: Publications de la Faculté des lettres et des sciences humaines, 1995); Jean-Louis Miège, *Le Maroc et l'Europe (1830-1894)* (Rabat: Ed. la Porte, 1996); Mohammed Kenbib, *Les protégés: contribution à l'histoire contemporaine du Maroc* (Rabat: Publications de la Faculté des lettres et des sciences humaines, 1996); Nicolas Michel, *Une économie de subsistance: Le Maroc précolonial* (Le Caire: IFAO, 1997); Amira K. Bennison, *Jihad and its Interpretations in Pre-colonial Morocco: State-Society Relations During the French Conquest of Algeria* (New York: Routledge, 2002); 'Allāl al-Khdīmī, *al-Ḥaraka al-Ḥafṣiyya aw al-Maghrib qubayla farḍ al-ḥimāya al-faransiyya* (al-Ribāt: Dār Abī Raqrāq, 2009); Frederick V. Parsons, *The Origins of The Morocco Question (1880-1900)* (London: Maghreb Publications, 2013).

Malgré les manœuvres politiques et la mobilisation des sentiments religieux, le sort du pays semble scellé au tournant du XX^{ème} siècle. Une petite minorité demeure cependant convaincue que l'indépendance et l'intégrité territoriale du Maroc peuvent être sauvées grâce à la seule recette qui a toujours été délibérément négligée: la mise en place de réformes politiques profondes.³ Pour ce faire, certains oulémas, hommes politiques et lettrés, à l'instar de 'Abd Allāh Bin Sa'īd (m. 1923), 'Alī Znībar (m. 1914), 'Abd al-Karīm Murād (m. 1928), Muḥammad b. 'Abd al-Kabīr al-Kattānī (m. 1909) et Faraj Allah Nammūr (m. 1919), proposent entre 1901 et 1908 des feuilles de route plus ou moins élaborées. Cela va de la simple mise à niveau administrative aux projets clairement libéraux en passant bien sûr par la volonté de (ré)inventer les cadres d'un "gouvernement islamique."

Quelle que soit leur qualité intrinsèque, ces propositions, qui s'inscrivent dans un cadre "national" strict et tentent de concilier héritage local et apports européens, restent lettre morte pour plusieurs raisons. Premièrement, leurs promoteurs ne disposent pas d'un véritable soutien au sein de la société; deuxièmement, les autorités makhzaniennes représentées par les sultans 'Abd al-'Azīz (1894-1908) et 'Abd al-Ḥafīz (1908-1912), très attachées à la conception théocratique et patrimoniale du pouvoir, les rejettent en bloc; troisièmement, les puissances européennes, particulièrement la France et l'Espagne, commencent déjà à occuper militairement l'Empire chérifien. Ce processus est couronné par l'Accord de Fès qui met fin officiellement à la souveraineté du Maroc le 30 mars 1912.

L'émergence d'un mouvement national⁴

Une partie des populations locales n'accepte pas l'occupation étrangère et fait montre d'une résistance farouche. Mais force est de constater que la plupart des mouvements qui apparaissent sur la scène entre les années 1910 et les années 1920

3. Voir l'ensemble de ces textes dans Nabīl Muḥīn, *Fikrat al-dustūr fī al-Maghrib: wathā'iq wa nuṣūṣ (1901-2011)* (al-Dār al-bayḍā': Til Kil Midyā, 2017).

4. Sur la résistance et l'émergence des différentes expressions du mouvement national, voir par exemple Robert Rézette, *Les partis politiques marocains* (Paris: A. Colin, 1955); John P. Halstead, *Rebirth of a Nation: The Origins and Rise of Moroccan Nationalism (1912-1944)* (Cambridge: Harvard University Press, 1967); Georges Oved, *La gauche française et le nationalisme marocain (1905-1955)* (Paris: L'Harmattan, 1984); Jacques Cagne, *Nation et nationalisme au Maroc: aux racines de la nation marocaine* (Rabat: publié sous les auspices de l'Institut Universitaire de la Recherche Scientifique, 1988); Germain Ayache, *La Guerre du Rif* (Paris: L'Harmattan, 1996); Gilles Lafuente, *La politique berbère de la France et le nationalisme marocain* (Paris: L'Harmattan, 1999); Daniel Rivet, *Le Maroc de Lyautey à Mohammed V* (Paris: Éditions Denoël, 1999); Abdallah Laroui, *Les origines sociales et culturelles du nationalisme marocain (1830-1912)* (Casablanca: Centre Culturel Arabe, 2009); Zaki M'barek, *Le mouvement de libération marocain et l'indépendance inachevée* (Rabat: Éditions Bouregreg, 2009); Daniel Zisenwine, *The Emergence of Nationalist Politics in Morocco: the Rise of the Independence Party and the Struggle Against Colonialism After World War II* (London: I.B. Tauris & Co Ltd, 2010); Abdelmajid Benjelloun, *Le mouvement nationaliste marocain dans l'ex-Maroc khalifien (1930-1956)* (Rabat: El Maārif al Jadida, 2011); Ḥasan al-Ṣaffār, *Ḥizb al-'Islāh al-waṭanī (1936-1956)* (al-Ribāt: al-Mandūbiyya al-Sāmīya li-Qudamā' al-Muqāwimīn wa-A'ḍā' Jaysh al-Taḥrīr, 2017); Charles-André Julien, *Le Maroc face aux impérialismes (1415-1956)* (Paris: Les éditions du Jaguar, 2011); Muḥammad 'Ūnya, *'Abd al-Karīm al-Khaṭṭābī wa 'uṣṭūrāt al-'infiṣāl (Tiṭwān: Maṭba'at al-khalīj al-'Arabī, 2018)*; Al-Mustafā Bū'zīz, *al-waṭaniyyūn al-maghāriba fī al-qarn al-'ishrīn (1873-1999)* (al-Dār al-bayḍā': 'Afrīqyā al-Sharq, 2019).

ne disposent pas d'un projet politique précis et viable. Chose que l'on peut vérifier aisément en observant le parcours de figures charismatiques telles qu'Aḥmad al-Hayba (m. 1919) et Mūḥā 'ū Ḥammū (m. 1921). Même un personnage atypique comme Muḥammad b. 'Abd al-Karīm al-Khaṭṭābī (m. 1963) reste ambigu sur ses véritables intentions jusqu'à sa chute en 1926.

Quoi qu'il en soit, l'occupation effective du Maroc et la mise en valeur de ses territoires à travers la création de structures et d'infrastructures modernes provoquent des changements importants au sein de la société. Ces bouleversements se manifestent clairement dans les milieux urbains qui voient progressivement naître de nouveaux profils durant les années 1920. Grâce à l'éducation moderne, le journalisme, le théâtre, les clubs littéraires et les associations sportives, une conscience nationale, au sens moderne du terme, émerge parmi une partie de la jeunesse de quelques villes à l'instar de Tétouan, Fès, Salé et Rabat. Une série d'initiatives individuelles et collectives à caractère local laisse la place aux débuts des années 1930 à des revendications politiques. Les premières organisations partisans, notamment al-Wafd, créé par 'Abd al-Salām Bannūna (m. 1935) et le Comité d'action national (al-Kutla al-'āmila al-waṭaniyya), créé par le trio Muḥammad Hasan al-Wazzānī (m. 1978), Aḥmad Balāfirīj (m. 1990) et Muḥammad 'Allāl al-Fāsī (m. 1974), soumettent des plans de réformes aux autorités tutélaires, respectivement en 1931 et 1934, avec l'objectif de persuader Paris et Madrid d'élargir les services de l'État moderne aux Marocains, de respecter leurs traditions et symboles et de faire participer leurs "représentants" dans le processus de prise de décision. Autrement dit, les jeunes nationalistes appellent au respect de la lettre et de l'esprit du Protectorat. Rien donc de bien révolutionnaire!

Bien que modestes, ces revendications provoquent l'ire des forces d'occupation, particulièrement dans la zone française. Pour éviter tout effet pervers, on décide de se débarrasser de ce mouvement national naissant non seulement par les différentes formes de répression (dissolution, limitation de la liberté d'expression, emprisonnement, envoi en exil, etc.) mais également par l'encouragement des dissensions internes et la cooptation. Un changement paradigmatique s'opère dès 1936, notamment dans la zone espagnole. Les chefs du Parti de la réforme nationale (*Ḥizb al-'islāḥ al-waṭanī*) se rendent compte que la voie réformiste est sans issue. Seule l'indépendance permettra la mise en œuvre de leurs revendications...

Même si le mot magique est enfin prononcé, il faudra plusieurs années pour reconstituer des organisations en mesure de le porter et surtout un contexte favorable pour le rendre possible. Il semble que l'éclatement de la Seconde Guerre mondiale ait été l'opportunité tant attendue par les nationalistes marocains. Si une minorité d'entre eux se tourne dans un premier temps vers les forces de l'Axe pour réaliser leur rêve, la majorité finit par se diriger vers les Alliés, particulièrement après la publication de la charte de l'Atlantique le 14 août 1941 dont le point 3 stipule solennellement que les signataires "*respectent le droit de chaque peuple à choisir la*

forme de son gouvernement et espèrent que les droits souverains et l'autonomie de gouverner seront restitués à ceux qui en ont été privés par la force."⁵

Ces termes, on ne peut plus clairs, sont interprétés par les nationalistes marocains comme un feu vert pour se lancer corps et âme dans la lutte pour l'émancipation. Ce sentiment se renforce durant les mois suivants par la montée en puissance de deux forces anticolonialistes: les États-Unis et l'Union Soviétique. En toute confiance, le Front nationaliste patriotique (*al-Jabha al-qawmiyya al-waṭaniyya*) présente aux autorités espagnoles le premier manifeste de l'indépendance le 2 février 1943. Presque une année plus tard, plusieurs organisations lui emboîtent le pas, notamment le Parti national pour la réalisation du plan des réformes marocaines (*al-Ḥizb al-waṭanī li-taḥqīq al-Maṭālib al-maghribiyya*), rebaptisé l'Istiqlal et le Mouvement populaire (*al-Ḥaraka al-qawmiyya*), rebaptisé *al-Shūrā wa al-'istiqlāl*.⁶

Si ces partis réclament l'indépendance du Maroc, certains passages de leurs manifestes, les déclarations et les écrits de leurs leaders laissent toutefois entrevoir le type de système politique qu'ils souhaitent instaurer: une monarchie constitutionnelle. Même si nous ne savons pas grand-chose sur ce que cache réellement cette notion (démocratie, autoritarisme, régime mixte, place de la religion, etc.) dans l'esprit des nationalistes au moment de la publication de ces documents à cause de l'indigence de sources sérieuses sur le sujet, nous pouvons affirmer avec certitude que ces forces politiques ont établi l'État-nation comme horizon. Ce n'est nullement le cas du Parti du califat qui s'inscrit résolument dans une démarche théocratique et transnationale.

Aux origines d'une vocation

Cette organisation politico-religieuse a été fondée par Muḥammad al-Muntaṣir bi-llāh al-Kattānī.⁷ Celui-ci appartient à l'une des parentèles les plus influentes de l'espace social marocain durant la première moitié du XX^{ème} siècle. Plusieurs de ses membres ont en effet joué des rôles prééminents dans les domaines religieux et politique. Par exemple, Muḥammad b. 'Abd al-Kabīr al-Kattānī (m. 1909) a été non seulement le fondateur de la *tarīqa* al-Aḥmadiyya, l'une des plus importantes du pays à l'époque, mais également l'un des premiers promoteurs du constitutionnalisme. Très influencé par les mouvements similaires au Machrek, il croit que seule une

5. *Charte de l'Atlantique*, disponible sur < https://www.nato.int/cps/fr/natohq/official_texts_16912.htm >.

6. Mulīn, *Fikrat al-dustūr*, 98-104.

7. Sur cette parentèle, voir par exemple *Ma'lamat al-Maghrib*, t. XX (al-Ribāt-Salā: al-jam'iyya al-maghribiyya li-ta'lif wa al-tarjama wa al-nashr, 2004), 6746-70; Muḥammad Ḥajjī, *A'lām al-Maghrib*, t. X (Bayrūth: Dār al-Gharb al-'Islāmī, 2008), 3780-1; Ja'far al-Kattānī et Muḥammad Ḥamza al-Kattānī, *al-Shurb al-muhtadar wa al-sirr al-muntaẓar* et *Manṭiq al-'awānī bi-fayḍ tarājim 'uyūn a'yān 'āl al-Kattānī* (Bayrūth: Dār al-Kutub al-'ilmiyya, 2004); 'Alī al-Kattānī, *al-Shurafā' al-kattāniyyūn fī al-māḍī wa al-hāḍir* (al-Ribāt: Jam'iyyat al-shurafā' al-kattāniyyūn li-ta'āwun wa al-thaqāfa, 1999); 'Abd al-Ḥayy al-Kattānī, *Fihris al-fahāris wa al-athbāt* (Bayrūth: Dār al-Gharb al-'Islāmī, 1982); Muṣṭafā al-Rayyis, *al-Zāwiya al-kattāniyya min khilāl al-ṣaḥāfa al-muwālīya lil-ḥimāya al-faransiyya* (al-Ribāt: al-Zaman, 2015); Sahar Bazzaz, *Forgotten Saints, History, Power, and Politics in the Making of Modern Morocco* (Cambridge: Harvard Center For Middle Eastern Studies, 2010).

réforme politique profonde peut sauver le pays de l'emprise étrangère. Il essaie par conséquent d'imposer une *bay'a mashrūṭa* (une allégeance conditionnelle) au sultan 'Abd al-Ḥafīz en 1908. Cet activisme lui coûte la vie une année plus tard. Son frère 'Abd al-Ḥayy (m. 1962) reprend alors le flambeau et le porte vers une nouvelle direction. Grâce aux liens étroits qu'il tisse avec les autorités françaises, ce polygraphe devient extrêmement influent entre 1912 et 1955.

Quant au père et au grand-père de Muḥammad al-Muntaṣir bi-llāh, Muḥammad al-Zamzamī (m. 1951) et Muḥammad b. Ja'far (m. 1927), ils sont des mystiques et des oulémas formés au Maroc et au Machrek. D'ailleurs, c'est lors de leur deuxième séjour à Médine que notre personnage voit le jour le 8 février 1914. Vu son milieu d'origine, la voie de l'enfant est déjà presque tracée: il sera un mystique et un 'ālim. Le parcours initiatique commence à Damas où sa famille s'installe entre 1918 et 1926. Il y fréquente les cénacles les plus réputés, notamment ceux animés par les réformistes. De retour au Maroc, il rejoint al-Qarawīyīn pour parfaire sa formation et visite plusieurs villes du nord du pays afin d'obtenir des 'ijāzāt des principales autorités de son temps. C'est selon toute vraisemblance durant cette période que le jeune al-Kattānī côtoie les premiers cercles nationalistes des zones française et espagnole. Il aurait même participé aux manifestations qui ont suivi la promulgation du rescrit sultanien du 16 mai 1930, appelé Dahir berbère.

Quoi qu'il en soit, Muḥammad al-Muntaṣir bi-llāh semble plus intéressé par la quête du savoir que par l'action politique à ce moment-là. Alors que la scène marocaine connaît des changements importants, notamment l'émergence des premières organisations nationalistes, l'apprenti 'ālim repart en Orient en 1933. Après un séjour à Damas, il s'installe au Caire pendant deux années et s'inscrit à al-Azhar. Ce long passage en Egypte lui permet non seulement d'approfondir ses connaissances religieuses et littéraires, mais également d'étoffer sa culture politique. La multiplication des contacts avec les milieux réformistes animés par Muḥammad Rashīd Riḍā (m. 1935) et la confrérie-association des Frères musulmans dirigée par Hasan al-Bannā (m. 1949) lui ont sans doute fait prendre conscience d'une chose importante: l'émancipation des pays musulmans passe par la revivification/dissémination des doctrines et des pratiques de la "vraie" religion et la renaissance du califat. Cette conviction devient d'autant plus forte qu'il reçoit les mêmes échos de l'Inde où son père, Muḥammad al-Zamzamī, séjourne durant la même période.

Fort de cette expérience, Muḥammad al-Muntaṣir bi-llāh décide de rentrer au Maroc pour s'acquitter d'une mission qu'il considère comme sacrée. Une fois sur place, il se consacre dans un premier temps à l'enseignement et à la prédication sans doute pour acquérir une notoriété. Ce n'est que vers 1942-1943 qu'il se lance dans l'action politique directe à la faveur de la signature de la charte de l'Atlantique et des avancées réalisées par les Alliés sur le terrain, particulièrement en Afrique du nord, à l'instar des autres acteurs du mouvement national marocain.

La constitution d'une avant-garde

Après plusieurs mois de labeur, al-Kattānī parvient à rassembler autour de lui un nombre de jeunes qui appartiennent pour la plupart aux confréries al-Kattāniyya et al-Ṣiddīqiyya al-Darqāwiyya. Pour donner une légitimité religieuse au nouveau groupement, le fondateur rédige un texte qui explique sa genèse et explicite ses objectifs.

Le titre donne déjà le ton: *Fityat Tāriq wa al-Ghāfiqī* (*Les jeunes de Tāriq et d'al-Ghāfiqī*).⁸ L'auteur tient ainsi dès le départ à faire d'une pierre deux coups: s'inscrire directement dans la continuité d'une époque bénie de l'histoire de l'islam et exprimer son hostilité à l'égard de la France et de l'Espagne. Faire appel à des figures quasi-mythiques telles que les généraux omeyyades Tāriq b. Ziyād et 'Abd al-Raḥmān al-Ghāfiqī peut catalyser l'imaginaire de ses affidés (et des futurs lecteurs/candidats) tout en leur donnant l'impression d'appartenir à quelque chose de plus grand que soi. Alors que le premier mène de manière audacieuse et déterminée une petite armée à la conquête fulgurante d'al-Andalus en 711, le second, un *tābi ī* (la deuxième génération de musulmans) réputé pour sa piété exceptionnelle, entreprend de conquérir la Gaule en 732. Autrement dit, un retour sincère à l'islam permettrait aux croyants non seulement de se débarrasser de l'hégémonie de la France et de l'Espagne, mais de les soumettre de nouveau.⁹ C'est ce que nous pouvons appeler une mobilisation par la nostalgie. Cette stratégie discursive, loin d'être originale, sera le fil conducteur du texte.

Le début de l'exposé est marqué par une sorte de tension narrative: des jeunes hommes, de différents horizons et conditions, déplorent avec amertume la situation dramatique des Arabes et des musulmans et se posent des questions sur leur destin incertain. Pour sortir de cette crise existentielle, ils se tournent vers les chantes (les philosophes, les juristes, les législateurs, les politiciens et les poètes) et les outils (la technologie) de la modernité. Mais le désenchantement est au rendez-vous. Ils s'aperçoivent que ces personnages ne sont que des imposteurs et que ces instruments ne sont que des inventions qui servent uniquement les intérêts des puissants, particulièrement les Occidentaux. Le choc est tel qu'ils rejettent avec force (*kafarū*) la civilisation matérielle et considèrent que la corruption (*al-fasād*) règne désormais partout. Une période d'errance s'en suit!¹⁰

Heureusement, ils finissent, après plusieurs années d'égarement (*ḍalāl*), par croiser le chemin de l'apôtre de Dieu (*dā'iyyu Allāh*), c'est-à-dire Muḥammad al-Muntaṣir bi-llāh al-Kattānī lui-même. En s'appropriant ce terme coranique,¹¹ qui renvoie dans l'exégèse musulmane classique au Prophète Muḥammad, l'initiateur

8. Muḥammad al-Muntaṣir bi-llāh al-Kattānī, *Nizām al-dawla al-'islāmiyya* (Bayrūth: Dār al-Kutub al-'ilmiyya, 2008).

9. Il ne faut pas oublier que l'idiome *fityān* est d'origine coranique: il renvoie au mythe des Sept Dormants d'Éphèse.

10. Al-Muntaṣir bi-llāh al-Kattānī, *Nizām al-dawla*, 35-7.

11. Sourate 46, versets 31 et 32.

du groupe prétend être, en tant que *‘ālim* et *sharīf*, l’héritier de son illustre aïeul. En d’autres termes, il serait chargé directement par le Ciel de mener une entreprise salvatrice: donner un nouveau souffle au monothéisme.¹² A force d’échanges et de débats, parfois houleux, al-Kattānī parvient à convaincre les jeunes hommes que l’islam est la seule solution pour sortir l’Oumma de sa léthargie.

L’aboutissement naturel de cette “rencontre fondatrice” est la signature d’un pacte (*‘ahd*) le 8 janvier 1944 qui rappelle que les membres de cette nouvelle communauté émotionnelle doivent œuvrer jusqu’à la mort pour défendre les objectifs suivants: l’islam, l’arabité, la force intégrale, la *shūrā* et l’unité totale. Et pour donner un caractère dramatique à cet acte, l’auteur souligne que cette sorte d’assemblée constitutive a eu lieu dans une maison qui ressemble à une grotte (*kahf*). Le choix d’une telle métaphore n’est pas anodin. Dans l’imaginaire islamique, ce lieu renvoie aux notions de gestation et de maturation. C’est le point originaire de toute forme émergente et le cadre spatial idéal pour faire jaillir les lumières de la vérité. Située dans un lieu isolé, qui exprime les idées fondatrices de *hijra* (exode) et de *ghurba* (aliénation), cette grotte est entourée de vestiges romains (*aṭlāl*) qui symbolisent clairement les décombres de la civilisation occidentale. Il n’y avait donc pas meilleur endroit pour recevoir la guidance divine (*al-hidāya*).¹³

En réalité, la rencontre s’est tenue au cœur de la Médina de Salé dans la maison du publiciste Muḥammad Shmā‘ū (m. 1997), l’un des membres fondateurs du groupe, dans l’indifférence générale y compris celle des agents du Makhzen et des autorités françaises. Mais il faut avouer que cette explication est beaucoup moins romantique que celle avancée par al-Kattānī!

L’islam est la solution

Une fois que la genèse magnifiée du nouveau groupe est explicitée, le fondateur tient à préciser les contours de sa doctrine par le biais d’une sorte de profession de foi qui tient à répondre à une question simple: qu’est-ce que l’islam?

Pour lui, cette religion repose avant tout sur la pureté de la foi (*al-ikhlās*) qui se manifeste par un respect scrupuleux des commandements de Dieu et des enseignements du Prophète. Cela passe absolument par une réappropriation du Coran qui n’est ni une incantation ni un talisman, mais une loi générale (*qānūn ‘āmm*) applicable à l’ensemble de l’humanité pour réussir ici-bas et dans l’au-delà. Ceux qui refusent de reconnaître cet aspect fondamental de la souveraineté divine, notamment en continuant à se fier aux idoles/diables (*al-tāghūt*) – c’est-à-dire tout autre source/forme d’autorité et de pouvoir –, retombent automatiquement dans l’ignorance (*al-jahl*), l’impiété (*al-fusūq*), l’injustice (*al-ẓulm*) et la mécréance (*al-kufr*). En effet, l’islam est un système complet (*nizām kāmil*) et une totalité indivisible (*kullun lā*

12. Il faut noter que, dans ce passage, l’auteur maintient une confusion délibérée entre le Prophète et lui-même pour renforcer la légitimité de sa démarche.

13. Al-Muntaṣir bi-llāh al-Kattānī, *Nizām al-dawla*, 39.

yatajazza’).¹⁴ Aucune ambivalence ne peut être tolérée à ce sujet. Les personnes qui prétendent le contraire ne peuvent être que des ignorants ou des comploteurs.¹⁵

Persuadé que la force sans le savoir n’est qu’une forme de sauvagerie et que le savoir sans force n’est que l’expression d’une impuissance, le fondateur du Parti du califat appelle les croyants à recourir simultanément à ces deux outils afin de restaurer la prééminence du monothéisme sur terre. Cette logique est tellement ancrée dans son imaginaire qu’il impose la plume et l’épée comme emblèmes du nouveau groupe.¹⁶

Quoi que sommaire et parfois lacunaire, la “profession de foi” proposée par Muḥammad al-Muntaṣir bi-llāh al-Kattānī s’inscrit clairement dans une démarche revivificatrice. L’auteur ne fait que reprendre, parfois mot pour mot, des thématiques phares et des termes-clés de la littérature théologico-politique classique remis au goût du jour par certains réformistes à partir de la seconde moitié du XIX^{ème} siècle et popularisés par les principaux promoteurs de l’islam politique tout au long de la première moitié du siècle suivant.

Nous pouvons ainsi relever de fortes similitudes entre ce texte et les écrits d’oulémas et d’idéologues à l’instar de Muḥammad Rashīd Riḍā (m. 1935), Ḥasan al-Bannā (m. 1949), Abū al-A‘lā al-Mawdūdī (m. 1979) et bien d’autres. Il ne faudrait toutefois pas considérer cette relation de coprésence comme un plagiat ou un pastiche, il s’agit plutôt d’un réseau d’allusions intertextuelles qui reflète l’état d’esprit d’un ensemble de personnes et de groupes qui puisent dans un réceptacle idéal commun et entretiennent des relations directes ou indirectes plus ou moins intenses dans l’espoir de trouver des solutions cohérentes et viables aux maux de l’Oumma loin des cadres occidentaux. Chacun de ces auteurs-militants tente de faire revivre les doctrines et les pratiques de l’islam et de démontrer à sa manière leur validité universelle indépendamment des changements des contextes et des intentions. Cela quitte à faire des raccourcis ou même à tomber carrément dans l’essentialisme, l’anachronisme, le retrospectivisme et le populisme...

Un manifeste de l’indépendance

Pour faire triompher les valeurs de l’islam, les leaders du Parti du califat élaborent une feuille de route qu’ils intitulent *Les revendications du peuple marocain* (*Maṭālib al-sha‘b al-maghribī*). Vu que cette organisation a été créée le 8 janvier 1944, c’est-à-dire quelques jours seulement avant la mise en circulation des manifestes de l’indépendance des principales composantes du mouvement national de la zone française, nous pouvons avancer qu’al-Kattānī et ses compagnons ont fait de même. Mais le texte original, s’il existe, demeure à ce jour introuvable. En fait,

14. Pour donner à voir le caractère total de l’islam, l’auteur revient de manière laconique et parfois ambiguë sur quelques questions d’ordre social telles que la justice, l’équité, la nécessité du partage des richesses, le savoir, le djihad et le statut des non-musulmans.

15. Al-Muntaṣir bi-llāh al-Kattānī, *Nizām al-dawla*, 40-53.

16. Al-Muntaṣir bi-llāh al-Kattānī, *Nizām al-dawla*, 49.

nous n'avons pu en collecter que deux versions. Alors que la seconde, largement remaniée pour servir de modèle aux différentes organisations islamistes, a été publiée sous un titre différent en 1961 (soit 16 années après les événements),¹⁷ la première, toujours manuscrite, a été rédigée vers 1945. Ecrite de la propre main du fondateur du parti, celle-ci exprime sans doute le plus nettement les intentions et les attentes du groupe à ce moment-là.

Composé de huit chapitres (*abwāb*, sing. *bāb*), le manifeste du Parti du califat prescrit un plan d'action qui permettra, s'il est bien exécuté, de rassembler progressivement l'Oumma sous une même bannière. Nous nous appliquerons donc dans les lignes qui suivent à présenter et mettre en perspective les propositions phares de ce document.¹⁸

De l'émancipation à l'unité

Les dix-huit points du premier chapitre précisent les objectifs globaux de l'organisation. Al-Kattānī et ses compagnons appellent tout d'abord à l'indépendance immédiate des quatre pays du Maghreb: la Libye, la Tunisie, l'Algérie et le Maroc.¹⁹ Le document précise toutefois que le Maroc doit récupérer les régions de Touat et de Tlemcen ainsi que les villes de Ceuta et de Melilla.²⁰ Cela peut paraître très "nationaliste" de la part d'un parti qui lutte contre les frontières artificielles imposées par les puissances européennes tout en prônant l'unité de la communauté des croyants. Mais nous ne sommes pas à une contradiction près!

Une fois émancipées de la domination étrangère, ces contrées doivent s'engager immédiatement dans un processus d'intégration. A cet effet, Muḥammad b. Yūsuf (1927-1953 et 1955-1961) sera proclamé calife de l'Afrique du nord.²¹ Le document ne donne aucune explication à ce choix alors que d'autres candidats crédibles existent, particulièrement le leader libyen 'Idrīs al-Sanūsī (m. 1983). Nous pouvons cependant penser que, par-delà le favoritisme chauvin, d'autres facteurs plus objectifs auraient pu présider à cette nomination. Contrairement aux autres prétendants potentiels, le souverain marocain dispose d'un capital symbolique non négligeable en sa qualité d'héritier d'une tradition politico-religieuse multiséculaire.

Depuis le VIII^{ème} siècle, plusieurs forces politiques "marocaines" ont cherché à s'emparer de différentes manières de la dignité califale. Cette ambition devient très claire sous les Almohades (1120-1269), qui parviennent à unifier le Maghreb et l'Andalousie sous leur autorité, et se consolide définitivement sous les Zaydanides (1510-1658) à la faveur d'un long conflit avec les Ottomans (1290-1924). Dès lors,

17. Muḥammad al-Muntaṣir bi-Ilāh al-Kattānī, "Ḥukūmat al-fitya," *Ḥadārat al-Islām*, Ramaḍān-shawwāl 1381.

18. Ce texte, ainsi que d'autres documents inédits, nous ont été fournis par Dr. Ḥazma al-Kattānī, petit-fils de l'auteur. Qu'il en soit chaleureusement remercié!

19. *Maṭālib al-sha'b al-maghribī*, points I, V, VI, VII, VIII et IX.

20. *Maṭālib al-sha'b*, points II-IV.

21. *Maṭālib al-sha'b*, points XI.

les monarques marocains, notamment les Alaouites (depuis 1640), se considèrent comme les califes de l'Occident musulman même quand ils ne sont plus en mesure de contrôler qu'un petit territoire.²² D'ailleurs, même la France essaie de tirer profit de cet héritage durant le premier conflit mondial. Alors que les Ottomans, encouragés par les Allemands, s'efforcent d'instrumentaliser l'idéologie califale pour mobiliser les musulmans (particulièrement ceux des colonies) contre les Alliés, ces derniers souhaitent priver leurs ennemis de ce levier en proclamant des califes concurrents. Paris envisage ainsi sérieusement durant un moment de déclarer le sultan Yûsuf b. al-Hasan (1912-1927) calife de ses territoires nord-africains.²³

Forts de ces éléments, al-Kattānī et ses compagnons pensent naturellement que le sultan Muḥammad b. Yûsuf est le plus qualifié pour briguer la magistrature suprême. Cette monarchie transnationale ne sera pas élective, comme l'a souhaité la majorité des réformistes depuis la seconde moitié du XIX^{ème} siècle, mais héréditaire suivant une opinion courante parmi les oulémas sunnites depuis l'époque classique et les pratiques bien ancrées dans la région.²⁴ Par voie de conséquence, le prince al-Hasan b. Muḥammad (le futur Hassan II, 1961-1999) sera proclamé *waliyy al-'ahd*.²⁵

Très peu d'informations sont données sur les modalités de fonctionnement de cette nouvelle entité appelée l'État du califat africain (*Dawlat al-khilāfa al-'ifriqiyya*) et l'Union des gouvernements du califat africain (*'Ittiḥād ḥukūmat al-khilāfa al-'ifriqiyya*).²⁶ On sait seulement qu'elle sera dirigée par un conseil supérieur (*majlis a'lā*) présidé par le futur calife et composé des chefs des États ou des gouvernements de tous les pays membres, des dirigeants des principaux partis et des officiers supérieurs des forces armées.²⁷ Cette forme confédérale d'organisation ne constituera toutefois qu'une période de transition. Les élites de chaque contrée n'auront que dix ans pour, d'une part, mener à bien les réformes internes nécessaires et, d'autre part, aller de l'avant dans le processus d'intégration qui doit aboutir à la constitution d'un califat occidental unitaire dont on ignore malheureusement les traits et les contours.²⁸

Malgré la difficulté de cette tâche, qui peut même apparaître utopique, les promoteurs de l'unité maghrébine ne comptent pas s'arrêter en si bon chemin. Ils souhaitent que le califat nord-africain non seulement adhère immédiatement

22. Sur ce sujet, voir Nabil Mouline, *Le califat imaginaire d'Ahmad al-Mansur: pouvoir et diplomatie au Maroc au XVI^e siècle* (Paris: PUF, 2009).

23. Sur cette question, voir Jean-Louis Bacqué-Grammont, "Regard des autorités françaises et de l'opinion parisienne sur le califat d'Abdümeccid Efendi," *Les annales de l'autre islam* 2 (1994): 107-72 et Jalila Sbaï, "La France, l'islam et la question du Khalifat (Documents inédits)," *Hespéris-Tamuda* LIV, 1 (2019): 305-66.

24. Voir par exemple al-Māwardī, *al-Aḥkām al-sultāniyya* (Bayrūth: Dār al-Kutub al-'ilmiyya, 1985), 11; Abū Ya'la al-Farrā', *al-Aḥkām al-sultāniyya* (Bayrūth: Dār al-Kutub al-'ilmiyya, 2000), 25-6; 'Abd al-Qādir al-Fāsī, *al-Ajwiba al-ḥisān fī al-khalīfa wa al-sultān* (al-Ribāt: Manshūrāt wizārat al-'awqāf wa ash-shu'ūn al-'islāmiyya, 2014), 156-7.

25. *Maṭālib al-sha'b*, point XII.

26. *Maṭālib al-sha'b*, points XIV et XV.

27. *Maṭālib al-sha'b*, point XV.

28. *Maṭālib al-sha'b*, point XVI.

à la Ligue des États arabes mais aussi déploie les efforts nécessaires pour unifier cet ensemble dans les domaines de la justice, de la défense, de la représentation diplomatique, de l'éducation ou encore de l'économie.²⁹ Rassemblés de nouveau, les Arabes pourraient ainsi accomplir leur mission historique: unifier l'Oumma.

Vers un État islamique

Al-Kattānī et ses compagnons sont convaincus que la réussite de ce projet transnational dépend essentiellement du succès des réformes au niveau national. Tout en exhortant les élites des trois autres pays à s'atteler à la tâche sans délai et avec sérieux, les promoteurs du Parti du califat comptent donner l'exemple en proposant la "recette" à même de transformer le Maroc en un État islamique.

Le premier prérequis à cette métamorphose est bien sûr l'indépendance du pays. Pour ce faire, un nouvel accord sera signé avec la France et l'Espagne. Celui-ci doit cependant prévoir une période de transition d'une décennie pendant laquelle les agents des anciennes puissances tutélaires se mueraient en conseillers et accompagnateurs en attendant l'émergence d'une nouvelle classe dirigeante autochtone capable de veiller sur les destinées du pays.³⁰

Cette tâche délicate sera confiée à un gouvernement que l'on pourrait qualifier d'unité nationale car il sera composé de personnalités loyales et compétentes issues des principaux partis et de la société civile.³¹ Mais le document ne souffle mot sur la manière de former cette équipe gouvernementale (élection, désignation ou cooptation), ni sur les critères de sélection exacts des candidats.

Pour consolider l'indépendance du pays, les nouveaux dirigeants se consacreront à la marocanisation des principaux piliers de l'État moderne en contrôlant l'administration, en créant une armée de métier et en réorganisant la Garde royale.³²

Parallèlement, un conseil sera désigné (et non élu) pour doter le pays d'une nouvelle armature juridique (une constitution, un code civil, un code pénal, un code de commerce, un code du statut personnel, etc.). Ce dispositif doit impérativement s'inspirer du Coran, de la Sunna, des quatre écoles juridiques du sunnisme, des différentes écoles du chiisme et même des écoles d'interprétation marginales ou qui n'existent plus. A cet effet, les membres seront choisis parmi les oulémas les plus en vue de toutes les tendances susdites. Cela implique naturellement la diversité de leurs origines. Les Maghrébins et les étrangers siégeront ainsi côte à côte.³³ Ce conseil hiérocratique doit donc donner à voir une unification déjà en marche!

Pour rétablir l'hégémonie de l'islam dans l'espace public, al-Kattānī et ses compagnons prônent une série de mesures immédiates:

29. *Maṭālib al-sha'b*, points XIII et XIV.

30. *Maṭālib al-sha'b*, article 1.

31. *Maṭālib al-sha'b*, articles 3-7.

32. *Maṭālib al-sha'b*, articles 8-18.

33. *Maṭālib al-sha'b*, articles 19-20.

- L'abrogation des taxes non-religieuses, particulièrement *al-tartīb*. Les principales ressources du trésor califal ne peuvent être que le *zakāt* et les revenus des différentes mines qui seront nationalisées.³⁴

- La révocation du Dahir berbère, l'interdiction de l'évangélisation, la récupération de toutes les mosquées confisquées par les occupants, l'interdiction de la prostitution, la fermeture des bars, des clubs de nuit et des maisons de jeu.³⁵

- La création d'une administration chargée de gérer les mosquées. Celle-ci aura pour principale mission de rénover les lieux de cultes existants, de construire de nouveaux pour quadriller l'ensemble du territoire, d'améliorer la situation matérielle et morale des imams pour les transformer en véritables soldats et, enfin, d'imposer une *khuṭbā* du vendredi unifiée dans le but de combattre les innovations blâmables (*al-bida'* et *al-muḥdathāt*) et de promouvoir un référentiel commun.³⁶

- La mise en place d'une administration chargée d'encadrer les confréries mystiques. Celle-ci aura pour vocation de les réformer pour en faire progressivement des instituts capables de propager l'islam et ses valeurs sous la direction de leaders intègres et compétents.³⁷

- La formation de deux commissions que l'on pourrait qualifier d'endoctrinement. Alors que la première rédigera un document de référence consacré aux rituels (*al-'ibādāt*) conformes aux seuls Coran et Sunna, la seconde composera un document de référence dédié à la doctrine (*al-'aqīda*) qui reste fidèle aux croyances des pieux ancêtres (*al-salaf*). Les nouvelles orthodoxie et orthopraxie seront par la suite imposées au plus grand nombre à travers des supports adaptés à chaque catégorie.³⁸

- L'interdiction de la mixité dans tous les établissements scolaires et universitaires. Les jeunes filles, supervisées uniquement par des femmes et temporairement par des hommes mariés d'âge mûr voire avancé, ne devront suivre que des cursus qui respectent les obligations religieuses (les droits du mari, l'éducation des enfants, la gestion de la maison) afin de remplir leur rôle d'épouse et de mère.³⁹

Cette politique d'islamisation sera renforcée par une entreprise d'arabisation et de marocanisation de la culture et de l'enseignement qui s'appuiera sur les dispositions suivantes:

- La consécration de l'arabe comme langue officielle unique. Tout doit être fait pour la promouvoir dans l'espace social. En même temps, il faut combattre tous les symboles de la domination linguistique et culturelle française (la marocanisation de

34. *Maṭālib al-sha'b*, articles 21-2.

35. *Maṭālib al-sha'b*, articles 23-6.

36. *Maṭālib al-sha'b*, articles 58-9.

37. *Maṭālib al-sha'b*, article 60.

38. *Maṭālib al-sha'b*, articles 49-50.

39. *Maṭālib al-sha'b*, articles 37-9.

la toponymie, le démantèlement des statues, la transformation du Collège d'Azrou en une école arabo-islamique, etc.).⁴⁰

- La proclamation du caractère obligatoire de l'enseignement primaire à travers un réseau d'écoles publiques et privées.⁴¹

- La construction d'établissements d'enseignement secondaire dans les villes dont le nombre d'habitants dépasse quarante mille âmes et la création de nouvelles structures à Fès, Rabat, Marrakech et Casablanca.⁴²

- La réforme d'al-Qarawiyyīn, en s'inspirant des statuts d'al-Azhar, pour qu'elle retrouve le prestige et l'indépendance d'antan. Agrandie, grâce à l'édification de nouveaux bâtiments, elle sera désormais constituée de quatre facultés: l'exégèse coranique, les sciences du *hadīth*, la philosophie islamique, les fondements de l'*ijtihād* et ses outils et le droit musulman.⁴³

- La mise en place d'une université à Marrakech, baptisée Malwāy 'Alī al-Sharīf, qui sera constituée de cinq facultés: lettres arabes, histoire et géographie, médecine, pharmacie et ingénierie.⁴⁴

- La marocanisation de l'école militaire de Meknès qui n'acceptera désormais que des bacheliers.⁴⁵

- L'institution d'une faculté d'agronomie sous l'égide du ministère de l'Economie.⁴⁶

- L'envoi de mille étudiants boursiers à l'étranger (les pays arabes, l'Inde, la France, les États-Unis, la Russie, la Belgique et la Suisse) pour se former dans différentes disciplines.⁴⁷

Loin d'être nouvelles, les mesures que prônent al-Kattānī et ses compagnons reprennent largement les recommandations des principaux chefs de file du réformisme depuis la seconde moitié du XIX^{ème} siècle en les adaptant bien sûr au contexte local. Celles-ci doivent être déployées pour atteindre un objectif primordial: surmonter les clivages sectaires, régionaux et linguistiques afin de faciliter la réunification effective de l'Oumma. En somme, ils aspirent à forger une nouvelle identité fondée à la fois sur la religion, la langue et la culture. Pour ce faire, les initiateurs du Parti du califat, à l'instar de leurs devanciers, adoptent une approche à la fois "inclusiviste" et "exclusiviste" que d'aucuns pourraient qualifier de contradictoire et d'irréaliste.

40. *Maṭālib al-sha'b*, articles 27-32.

41. *Maṭālib al-sha'b*, articles 33-4.

42. *Maṭālib al-sha'b*, articles 35-6.

43. *Maṭālib al-sha'b*, articles 40-1.

44. *Maṭālib al-sha'b*, articles 42-3.

45. *Maṭālib al-sha'b*, article 44.

46. *Maṭālib al-sha'b*, article 45.

47. *Maṭālib al-sha'b*, article 46.

Commençons par le point névralgique: la religion. Dans les domaines des rituels et des pratiques sociales, al-Kattānī et ses partenaires proposent de faire une sorte de synthèse des apports des différentes écoles juridiques musulmanes (même non-sunnites) pour développer des normes standardisées. La recherche d'un compromis, du moins formel, est claire ici. Il en va autrement du domaine théologique. Pour eux, la seule *'aqīda* valable est celle du *salaf*, c'est-à-dire l'ensemble des doctrines défendues par les hanbalites. Suivant sans doute les choix de Muḥammad Rashīd Riḍā et certains de ses contemporains, qui épousent les postures wahhabites durant les années 1920,⁴⁸ les partisans du califat bannissent les autres écoles théologiques de l'islam, y compris sunnites, du cercle de l'orthodoxie. Ce choix paraît de prime abord comme un obstacle insurmontable à la réalisation de l'unité surtout si nous tenons compte du caractère ultra-minoritaire et allogène de ce courant dans les mondes musulmans, notamment au Maroc où l'ash'arisme domine le paysage depuis le XIII^{ème} siècle. Mais ces acteurs, galvanisés selon toute vraisemblance par l'expérience saoudienne, comptaient sur la force de leurs convictions et les moyens coercitifs de l'État qu'ils allaient contrôler pour l'imposer progressivement.

La position vis-à-vis du soufisme demeure, elle, pragmatique. Appartenant pour la plupart à des parentèles mystiques et connaissant bien le poids des confréries dans la plupart des pays musulmans, particulièrement le Maroc, les promoteurs du Parti du califat pensent bien tirer profit de ce levier. Au lieu d'encourager l'islam dit populaire – jugé hétérodoxe –, ces institutions de socialisation, désormais contrôlées directement par l'État, propageront des croyances orthodoxes et des pratiques orthopraxes.

Le pendant naturel de la religion dans l'imaginaire des leaders de ce groupe est bien sûr la langue arabe. Ils avaient ainsi la ferme intention d'en faire non seulement le véhicule du sacré, le socle de la haute culture, mais aussi une langue officielle utilisée quotidiennement dans l'administration, l'enseignement et présente massivement dans l'espace public. En d'autres termes, l'arabe deviendra une *lingua franca* qui permettra aux croyants de communiquer par-delà les spécificités linguistiques nationales et locales ô combien importantes!

Par contre, la dimension pan-maghrébine/panarabe/panislamique est beaucoup plus discrète dans le domaine de l'éducation.⁴⁹ Les propositions d'al-Kattānī et ses camarades ont un caractère purement national. Outre la création d'établissements d'enseignement primaire, secondaire et universitaire pour accueillir la majorité des jeunes marocain(e)s exclu(e)s du système scolaire colonial et l'envoi de centaines d'étudiants à l'étranger, les adeptes du califat souhaitent la refonte des programmes scolaires. Ils jettent leur dévolu sur quatre matières stratégiques: l'histoire, la

48. Voir sur ce sujet Nabil Mouline, *Les clercs de l'islam: autorité religieuse et pouvoir politique en Arabie Saoudite* (Paris: PUF., 2011).

49. Le seul signe d'ouverture est la volonté d'al-Kattānī et ses amis de faire appel à des enseignants et des intellectuels étrangers, notamment des Maghrébins, des Arabes et des Français, pour remplir le vide sidéral dont souffre le Maroc dans ce domaine.

géographie, la littérature et les biographies des grandes figures du Maroc.⁵⁰ L'objectif est clair: offrir à leurs concitoyen(ne)s un récit national simple, linéaire, fédérateur et mobilisateur. Une question centrale peut toutefois jaillir: comment allaient-ils concilier une vision purement nationale, pour ne pas dire nationaliste, et le Grand récit islamique qui aspire à minimiser voire à complètement effacer les particularismes locaux?

Par ailleurs, il est intéressant de noter que les partisans du califat envisagent, peut-être naïvement, une "rupture" négociée, graduelle et pacifique avec l'ordre colonial. S'inspirant au moins partiellement de l'expérience égyptienne, ils veulent préserver les droits des étrangers installés sur place et maintenir une coopération étroite avec les cadres français et espagnols dans tous les secteurs pendant une décennie au moins. Alors que les fonctionnaires et les officiers accompagneront la marocanisation de l'administration et des forces armées, les enseignants, les juristes et les orientalistes mettront leur savoir-faire à la disposition du nouveau régime pour bâtir un système éducatif, un dispositif juridique et un récit national. Nous sommes donc très loin du "choc des civilisations" que prône al-Kattānī dans *Les jeunes de Tāriq et d'al-Ghāfiqī*. Il semble que le sens du compromis l'emporte déjà sur la morale de conviction. A l'instar des autres composantes du mouvement national, les promoteurs de ce parti ne pouvaient sans risque opter pour des solutions différentes vu que le rapport de force n'était pas en leur faveur.

Un projet mort-né

Quelle que soit la qualité du projet du Parti du califat, il a été rejeté par les autorités tutélaires à l'image des propositions des autres organisations marocaines, notamment le Parti de l'istiqlal (PI) et le Parti démocratique de l'indépendance (PDI). Ces deux dernières formations ont toutefois continué à se développer jusqu'à devenir des acteurs incontournables de l'espace social marocain. Ce n'est pas le cas de l'organisation fondée par Muḥammad al-Muntaṣir bi-llāh al-Kattānī. La 22 décembre 1949, c'est-à-dire six années seulement après sa création, le parti abandonne ses ambitions transnationales pour se concentrer sur les priorités nationales tout en prenant un nouveau nom: *al-Ḥizb al-ishtirākī* (le Parti socialiste) car le socialisme est, selon les animateurs de cette organisation, le terme moderne qui reflète le plus la vision et les valeurs promues par l'islam.⁵¹ Ce lifting ne permet néanmoins pas de cacher la fragilité de cette structure qui se dissout environ une année plus tard. Ses membres prennent des directions diamétralement opposées. Alors que les uns choisissent la collaboration avec la France, d'autres rejoignent les autres partis nationalistes. Al-Kattānī, par exemple, adhère dans un premier temps au PDI qui défend pourtant un projet de société diamétralement opposé au sien avant de quitter définitivement le Maroc en 1955 à cause de la persécution qu'il subit de la part des membres du PI. Après une période de flottement, il s'installe en Arabie Saoudite où

50. *Maṭālib al-sha'b*, articles 51-6.

51. Sa direction a été confiée à Muḥammad Shmā'ū (m. 1997).

il devient l'un des agents de la politique panislamique saoudienne adoptée par le roi Faysal (1964-1975).

Plusieurs facteurs objectifs et subjectifs peuvent expliquer cet échec. Tout d'abord, le Parti du califat a été largement ignoré par les autorités du Protectorat et combattu par le PI dont les chefs voulaient paraître comme les seuls représentants de la cause nationale. Cette entreprise a été largement facilitée par la nature élitiste de cette formation. Al-Kattānī et ses camarades ne sont pas parvenus à élargir la base de leur organisation en recrutant dans les différentes couches sociales ni même à convaincre des personnalités importantes, notamment le sultan Muḥammad b. Yūsuf – pourtant pièce maîtresse de leur proposition. Ils ne réussissent pas non plus à nouer des liens solides avec des forces qui cherchent à réaliser le même objectif dans d'autres pays de la région. Il paraît en fait que le projet utopiste du premier parti islamiste marocain était fort éloigné des préoccupations foncièrement “nationales” et “séculières” des élites et d'une grande partie de la population!

Texte

بسم الله الرحمن الرحيم

مطالب الشعب المغربي كما يتصورها حزب الخلافة

الباب الأول: الأهداف العامة

I. استقلال جميع البلاد المغربية بجميع مناطقها الثلاثة: المنطقة السلطانية والمنطقة الخليفة والمنطقة الدولية.

II. إرجاع مقاطعة توات المنتزعة من المغرب في العهد العزيمي إلى التراب المغربي.

III. إرجاع مدينة سبتة ومدينة مليلية للتراب المغربي.

IV. إرجاع مقاطعة تلمسان للتراب المغربي كما كانت منذ عهد ليس بالبعيد.

V. تأسيس دولة جزائرية مسلمة ملكية أو جمهورية -باختيار الأحزاب الجزائرية.

VI. المناداة بباي تونس ملكا على تونس.

VII. إرجاع سمو الباي سيدي المنصف باشا لعرشه المغصوب.

VIII. الاعتراف بطرابلس وبرقة مملكة عربية مسلمة.

IX. المناداة بالسيد الشريف إدريس السنوسي ملكا على الدولة الطرابلسية البرقاوية من

حدود مصر إلى حدود تونس.

X. استقلال هذه الدول الثلاث الجزائر وتونس وبرقة.

XI. المناداة بملك المغرب جلالة مولانا محمد بن يوسف خليفة نبويا وأمير المؤمنين لجميع شعوب إفريقيا الشمالية المغرب والجزائر وتونس وطرابلس وليبيا.

XII. المناداة بولي عهد المملكة المغربية سمو مولانا الحسن بن محمد ولي عهد دولة الخلافة الإفريقية.

XIII. انضمام دولة الخلافة الإفريقية لجامعة الدول العربية.

XIV. سعي دولة الخلافة الإفريقية مع جامعة الدول العربية حتى تتّحدا معا في القضاء والجيش والتمثيل الخارجي والتربية والتعليم والاقتصاد.

XV. تأسيس مجلس أعلى للنظر في المصالح العليا لائتّحاد حكومة الخلافة الإفريقية يتشكل دائما من رؤساء دول وحكومات هذا الائتّحاد وقادة جيوشها وقادة جميع أحزابها. يرأس هذا المجلس دائما أمير المؤمنين الخليفة أو من ينيبه عنه من رؤساء دول باقي الائتّحاد فقط.

XVI. وللوصول إلى هذه الأهداف ولتحقيق اتحاد إفريقيا الشمالية وجعلها دولة متحدة إلى حدود مصر تُعطى لرجال السلطة فترة لا تتجاوز العشر سنوات تكون جسر الانتقال من عهد التفرقة وبقايا الحجر إلى عهد الوحدة والاستقلال التام والتدريب على التفرد باستلام جميع سلطات الدولة التامة الاستقلال. وتبتدئ هذه الفترة فورا بإلغاء عقد الحماية في المغرب وتونس وبالإعتراف بعروبة الجزائر وإلغاء فرنسته ترابا وسكانا وبالمناداة بالسيد الشريف إدريس السنوسي ملكا على طرابلس وبرقة وإلغاء التفكير نهائيا في خضوعه لأي دولة أجنبية لا باسم الوصاية ولا باسم الانتداب ولا بأي اسم من أسماء ضياع السيادة والكيان.

XVII. وأما كيفية الإصلاحات الداخلية التي تجب في هذه الفترة بحيث تضحي الوصول عند نهاية العشر سنوات إلى اتحاد إفريقيا الشمالية كما وصفناه ثم الائتّحاد مع الجامعة العربية. أما كيفية تلك الإصلاحات بالنسبة للجزائر وتونس وطرابلس وبرقة فيُفوّض لرجال الإصلاح فيها أفرادا وجماعات إذ كلّ راع مسؤول عن رعيته وأهل مكة أدرى بشعابها.

XVIII. وأما ما هي الإصلاحات الداخلية بالنسبة لنا نحن العرب المغاربة للوصول إلى ذلك الائتّحاد الإفريقي العربي المنشود فتتلخص بعد إلغاء عقد الحماية فورا فيما سيأتي:

الباب الثاني: نظام الدولة المغربية

1. تحرير معاهدة أخرى بدل معاهدة الحماية تعترف للمغرب بالاستقلال الداخلي والخارجي وتحتفظ للسلطات الحالية بحق الاستشارة وللأجانب بجميع حقوقهم المشروعة ينتهي العمل بها عند تمام عشر سنوات وتكون قابلة للتجديد بروح ومقتضيات الوقت الذي

ستجده فيه ويجب أن تُراعى فيها هذه المواد الآتية وأن تعتبر في روحها كأساس يُبنى عليه صرحها.

2. تشكيل حكومة مغربية من الأحزاب المغربية وشخصيات حرّة سبق لها أن برهنت عن إخلاصها وكفاءتها تُعين صاحب الجلالة على وضع المعاهدة الجديدة وتُباشر تحت إشراف جلالته تنفيذ الإصلاحات الدّاخلية لفترة الانتقال والتّدريب.

3. تشكيل الحكومة المغربية من الوزراء الآتين: رئيس الحكومة، وزير الدّاخلية، وزير الخارجية، وزير اتّصال مع دول شمال إفريقيا وجامعة الدّول العربية (يكون عمله السعي لتوحيد الثقافة والتربية بجميع أنواعها مع هذه الدّول والتعجيل ما أمكن بكلّ ما يمكن للوصول إلى يوم الاتحاد المنشود مع الجامعة بين الخلافة الإفريقية والدّول العربية)، وزير العدلية، وزير المعارف، وزير الدّفاع الوطني، وزير الصحة، وزير التربية والتهذيب، وزير الصّعاليك والعمّال، وزير المالية، وزير الاقتصاد (الفلاحة، التجارة، الصّناعة)، وزير المواصلات (البريد، الهاتف، الإذاعة، الأشغال العامّة).

4. ونقترح أن يكون أكثر هؤلاء الوزراء من الشّبان. قال الإمام ابن شهاب الزهري: "كان عمر بن الخطّاب إذا نزل به الأمر المعضل دعا الشّباب فاستشارهم يبتغي حدّة عقولهم."

5. استقلال وزارة المعارف فوراً.

6. استقلال وزارة التربية والتهذيب فوراً.

7. استقلال وزارة العدلية فوراً.

8. إلغاء وزارة الأحباس وتحويلها إلى مديرية تابعة لرئاسة الحكومة.

9. استقلال إدارة الأحباس ورفع كل يد أجنبية عن جميع أموالها فوراً.

10. إنشاء بناية مخصّصة لكل وزارة من الوزارات المغربية لا تقلّ فخامة عن بنايات الإقامة العامّة ونقترح أن تكون بالتواركة عند أعتاب القصر الملكي العامر.

11. تُحوّل جميع المديرية التي في بنايات الإقامة العامّة التي تنازع اختصاص أي وزارة من جميع الوزارات إلى إدارات استشارية تابعة للوزارات ذات الاختصاص ما عدا العدلية والمعارف والتربية والتهذيب المستقلة فتُلغى المديرية التي تنازعها الاختصاص نهائياً.

12. تُحوّل جميع اختصاصات رئيس المقاطعة الفرنسي إلى باشا المدينة وقائد القبيلة المغربيين ويكفي رئيس المقاطعة الحالي أن يسمّى مستشاراً لهما إلى حين. ونقترح أن تُهمل لفظة الباشا الأجنبية وتُعمّم لفظة قائد علماً على حكام المدن كما هي على حكام القبائل.

13. تُحوّل جميع اختصاصات مدير البلدية إلى محتسب المدينة المغربي ويكفي المدير الحالي أن يُسمى مستشارا له إلى حين.

14. الاقتصار في هذه الإدارات الاستشارية على الضروري من الموظفين.

15. إلغاء إدارة الأمور الشريفة الجاثمة عند عتبة القصر الملكي العامر كالرقيب العتيد ونقترح أن تُحوّل بنائها إلى رئاسة الوزارة.

16. إلغاء سلك المندوب المخزني وإدارته من جميع المقاطعات المغربية نهائيا.

17. تشكيل جيش مغربي تكوّن فرق الكوم والضباط المغاربة نواة له ويضاف له جميع شباب البيت المالک وأبناء الوزراء وأبناء القواد ونخب من الأشراف والتجار والعملة مثقفين وغير مثقفين حواضر وبوادي فيكون قائده الأعلى صاحب الجلالة وينوب عنه قائد عام مغربي مسلم ويكفي الضابط الفرنسي الحالي أن يكون مستشارا له إلى حين.

18. تنظيم الحرس الملكي وتعزيزه بحرس آخر مختار من شباب العائلة المالكة والأشراف والولاية حاضرة وبادية مثقفين وغيرهم علاوة على الحرس الأسود [الذي] يبلغ إلى أربعة آلاف نفر بين مدفعية وخيالة ومشاة يكون قائده ضابطا مغربيا ويكفي الضابط الفرنسي الحالي أن يكون مستشارا له إلى حين. ونقترح أن يُغيّر هندامهم الحالي الذي هو عبارة عن راية أجنبية متحرّكة في شخص كل نفر.

الباب الثالث: الدستور المغربي

19. تدوين دستور مغربي إسلامي عام (الدستور الأساسي والمدني والجنائي والتجاري والعقاري والعرفي والأحوال الشخصية). يكون استمداد الجميع من أحكام القرآن الكريم وصحيح السنة النبوية ومن المذاهب الأربعة المشهورة ومذاهب العترة النبوية الطاهرة وغيرها من باقي المذاهب الإسلامية المتبوعة وغير المتبوعة المدوّنة مجموعة والمدوّنة مبعثرة.

20. تشكيل مجلس لتدوين هذا الدستور العامّ منتخب بدراية وشدة بحث من كبار فقهاء المالكية والشافعية والحنابلة والحنفية والزيدية وفقهاء الاجتهاد ويستعان برجال القوانين الأجنبية لمعرفة نوازل العصر الجديدة وإيجاد نصوص إسلامية لها. يؤتى بكل هؤلاء من جميع الممالك الإسلامية بعد انتقاء أحسن ما عندنا في المغرب وباقي إفريقيا الشمالية.

21. إلغاء جميع الصّرائب الحضريّة بكلّ أنواعها والبدويّة بكلّ أنواعها: الترتيب وغيره. واستخلاص النّفقات الحكوميّة والإصلاحات العامّة من شوارع وطرق وغيرها من مرافق الدّولة من دخل المعادن المغربيّة على اختلاف أنواعها إذ هي ملك للدّولة لا للأفراد كما ذهب

لذلك إمام المغاربة مالك بن أنس ومن استثمارها أيضا منفردة لجميع ما يُنمّي الثروات الفردية أو الجماعية على حساب المنافع الشعبية العامة إذ هي ملك للشعب بجميع أفرادها على التساوي تحت حراسة وأمانة الدولة كالقوّات الكهربائية ومياه السدود ومرافئ البحر وجميع أدوات المواصلات العامة (سكك حديدية وسيّارات وطيارات وبواخر وبرق وبريد وهاتف). وجميع ما فيه إعطاء امتيازات أو احتكارات لمنافع شعبية عامة لواحد دون غيره من بقية أفراد الشعب لما في تخصيصها لواحد دون غيره من ظلم للشعب ولما في رفع الامتياز والاحتكار من اختلال في المنافع العامة وفوضى. وقد صحّ عن رسول الله عليه الصّلاة والسّلام أنّه قال: "المسلمون شركاء في ثلاث: الماء والكلاء والنار." وقد صحّ عنه عليه الصّلاة والسّلام أنّه أقطع الملح لأبيض بن حمال. فلمّا لاحظ عليه أحد الحاضرين انتزعه منه عليه السّلام معتبرا له من المنافع العامة التي لا يصحّ التّفرد بملكها.

22. تأسيس إدارة لاستخلاص الزّكاة الإسلامية وتوزيعها حسب التّقسيم الإلهي على الفقراء والمساكين والمؤلّفة قلوبهم وفي الرّقاب والغارمين وفي سبيل الله وابن السبيل تكون تابعة لوزارة الصّعاليك والعمّال. فإن كُفّت الزكاة المقدّرة الموقوتة فيها ونعمت وإلا زيد فيها حتّى يستغني فقراء كلّ مدينة وفقراء كلّ قرية عن السّؤال فيقام لهم من القوت الذي لا بدّ منه يأكلون ومن اللّباس شتاء وصيفا بما يقيهم من البرد والحرّ وبمسكن يستريحون من المطر والشمس وعيون المارّة. قال عمر بن الخطّاب: "لو استقبلت من أمري ما استدبرت لأخذت فضول أموال الأغنياء فقسمتها على فقراء المهاجرين." وقال علي بن أبي طالب: "إنّ الله تعالى فرض على الأغنياء في أموالهم بقدر ما يكفي فقراءهم فإن جاعوا أو عروا أو جهدوا فبمنع الأغنياء وحقّ على الله تعالى أن يحاسبهم يوم القيامة ويعذبهم عليه."

الباب الرابع: إسلام المغرب

23. إلغاء الظّهير البربري وكلّ ما في معناه من تقسيم المغرب ديناً أو قضاءً فوراً.

24. إلغاء التّبشير بالنّصرانية عن طريق النّشرات أو المحاضرات أو التّطبيب أو دور الأمومة باسم الإحسان أو التعليم أو بأي أداة أخرى من أدوات التّبشير المبرقع فوراً.

25. إرجاع المساجد التي انتزعت عنها صفتها الإسلامية وحوّلت إلى مراقص وخمّارات ومعسكرات ومتاحف إلى عهدّها الأوّل كمسجد قصر البطحاء الحفيظي الذي اتّخذ مرقصاً وكمسجدي الرباط (الودايا ومدينة) المتّخذ الأوّل متحفاً والثاني مسكناً لأجانب وكمسجد قصبة القنيطرة ومسجد قصبة تادلا الذين اتّخذوا معسكرين.

26. إلغاء البغاء الرسمي وكلّ ما في معناه من ختمّات ومراقص ودور للقمار ونحوها فوراً.

الباب الخامس: عروبة المغرب

27. جعل اللّغة العربية لغة البلاد الرسمية وفرضها في جميع الإدارات والمحاكم وطنية وأجنبية وعدم السّماح بعرض أي كتابة ليست فيها لغة البلاد الرسمية مكتوبة هي الأولى سواء في ذلك لافتات المتاجر والدّكاكين ونصب الطرق ومنبّهات المرور بل وحتى عرض الأفلام بحيث يعاقب من ألغى لغة البلاد في أي شيء مما ذكر وشبهه.

28. إلغاء كلّ شيء قُصد به في الماضي فرنسة المغرب أرضاً أو سكاناً ثقافة أو ديناً.

29. إرجاع الأسماء العربية التي انتزعت لبعض المدن والقرى كالقنيطرة لميناء ليوطي وسيدي قاسم لبتي جان لما في ذلك من إثارة الشّعور الوطني.

30. تغيير الأسماء الأجنبية المحدثّة لبعض المدن والقرى الجديدة والمحدثّة لجميع شوارع الملحقات الحادثة في أعقاب المدن المغربية بأسماء عربية فوراً.

31. إزالة جميع التّمائيل الفرنسية المقامة في غير ما مدينة وقرية من البلاد المغربية وإزالة جميع ما في معناها لما في بقاء هذه التّمائيل وأشباهها من إهانة لأصحاب البلاد وتذكيرهم دائماً بالقهر والاستعباد في عقر دارهم.

32. تحويل مدرسة أزرو الجامعة التي أنشئت لفرنسة البربر وتحويل كل ما في معناها إلى مدارس عربية إسلامية.

الباب السادس: الإصلاح الثقافي

33. فرض التّعليم الابتدائي الإجباري على جميع سكان المغرب بوادي وحوضر ذكورا وإناثاً مجّاناً.

34. السّماح بتأسيس المدارس الابتدائية الحرّة في أيّة ناحية من نواحي المغرب بادية وحاضرة وإلغاء تلك التّحجيرات والعراقيل المقامة في طريق تأسيسها.

35. إنشاء مدرسة ثانوية في كل مدينة مغربية يبلغ سكانها الأربعين ألفاً فما فوق وزيادة مدرسة ثانوية أخرى في كل من فاس والرباط ومراكش وإنشاء مدرستين ثانويتين في الدّار البيضاء.

36. السّماح بتأسيس المدارس الثانوية الحرّة وإلغاء ما صدر فيها من منع.

37. وجوب فصل الإناث عن الذكور في التعليم بجميع مراحلها.
38. وجوب الاختصار في تعليم البنات على النساء - مديرات ومعلّات ومفتّشات وممتحنات - في جميع مراحل التعليم. ويؤذن مؤقتاً للرجال المتزوجين المسلمين كهولا وشيوخاً فقط في مزاوله ذلك ريثما يوجد جيل من النساء كاف للقيام بمدارس البنات.
39. يجب أن يكون تعليم البنت ذا برنامج خاص يراعى فيه أساسيات الواجبات الإسلامية والحقوق الزوجية وتدير المنزل وتربية الأطفال ثم واجباتها العامة نحو أمّتها كأم وزوج.
40. إلغاء نظام القرويين الحالي ويكون التعليم في مسجد القرويين حرّاً كما كان إلى سنة 1350 وتجعل للدراسة فيه شهادة عالمية حرّة لمن طلبها ويستعاض عنه بنظام آخر خارج على المسجد كما هو الشأن في الأزهر الشريف بمصر.
41. جامعة القرويين - هذا الاسم الكبير - تكون عبارة عن بضع كليات عليا. تُبنى بفاس بنايات فخمة من أحباس القرويين الغنية مناسبة لاسم القرويين التاريخي وما ينتظر أن تخرج لنا من رجال لقيادة المغرب الحرّ المستقل: واحدة لعلوم التفسير؛ ثانية لعلوم الحديث؛ ثالثة لعلوم التصوف (الفلسفة الإسلامية)؛ رابعة لأصول الاجتهاد وأدواته؛ خامسة للفقهاء الحرّ المأخوذ من أحكام الكتاب الكريم وصحيح السنة النبوية.
42. تأسيس جامعة مغربية أخرى ينفق عليها من الميزانية العامة وتعينها الأحباس يكون مركزها بمراكش تكون مشتملة على خمس كليات: واحدة للأدب العربية؛ ثانية للطب؛ ثالثة للصيدلة؛ رابعة للتاريخ والجغرافيا؛ خامسة لعلوم الهندسة.
43. ونقترح أن تُسمّى بمؤسس دولتنا العلوية المليك جد الأملاك مولاي علي الشريف.
44. تحويل المدرسة العسكرية الموجودة بمكناس إلى كلية عليا لا تقبل إلا المغاربة المحصلين على شهادة علمية ثانوية يديرها ضابط مغربي ويكفي المدير الفرنسي الحالي أن يُسمّى مستشاراً له إلى حين تكون تحت إشراف وزارة الدفاع الوطني.
45. إنشاء كلية عليا للفلاحة يديرها مغربي تكون تحت إشراف وزارة الاقتصاد.
46. إرسال بعثات علمية ينفق عليها من أموال الأحباس وتعينها الميزانية المغربية تشتمل على ألف طالب للبلاد العربية والهند وفرنسا وانكلترا وأمريكا وروسيا وبلجيكا وسويسرا يوزعون بالترتيب على الشكل الآتي: مائتان للطب؛ مائة للفلاحة؛ مائة للهندسة المختلفة؛ مائة للفنون العسكرية برّاً وبحراً وجوّاً؛ مائة للصناعة الميكانيكية؛ مائة لكليات الأزهر الشريف وكليات جامعة فؤاد وكليات جامعة فاروق المختلفة؛ خمسون لبيروت؛ خمسون لدمشق؛

خمسون للعراق؛ خمسون لدار الحديث بديوبند بالهند؛ خمسون للصحافة والآداب والفلسفة والعلوم السياسية.

47. تأسيس إدارة للتأليف والترجمة والنشر تكون تابعة لوزارة التربية والتهذيب تعنى بتأليف الكتب المدرسية ابتدائية وثانوية وتنشرها. [و] تعنى بترجمة كل ما يتعلق بالمغرب ثم تنشره كما تنشر من كنوز الخزائن المغربية وآثارها الخالدة ما يعين على النهضة المغربية.

48. تأسيس خزانة علمية عامة لا تجمع إلا المخطوط تكون تحت إشراف وزارة التربية والتهذيب تقسم إلى قسمين:

قسم المخطوطات العربية العامة وقسم المخطوطات المغربية الأندلسية خاصة. تشتري الخزانة كل ما يمكن شراؤه وتصوّره أو تنسخ ما لا يمكن شراؤه بحيث يجبر -كما يؤخذ من مذهب أبي حنيفة- المغربي مالك الكتاب على تقديمه للخزانة ليتنفع به على أية صورة من صور النفع. وهنا يؤمر أصحاب المكاتب بإعطاء فهرس عام مفصل لجميع ما يملكون من مخطوط ولو كان ما يملكونه كتابا أو كتابين فقط. ومن القسم المغربي الأندلسي لهذه الخزانة تنشر إدارة التأليف والترجمة والنشر الأهم فالأهم.

49. تؤلف لجنة تحت إشراف وزارة التربية والتهذيب تقوم بتأليف كتاب في تبسيط فقه العبادات وتعتمد في هذا التبسيط على الأوامر العملية. فالأمر النبوي "صلّوا كما رأيتموني أصلي" مثلا يعلم عمليا وبذلك نستغني عن كثير من تلك التفسيرات اللفظية التي لا معنى لها سوى إضاعة الوقت وإطالة مدة التعليم. ويكون هذا الكتاب للوعظ والتعليم العامة ويقرر في المدارس الثانوية ثم يختصر بما يناسب المدارس الابتدائية ويعتمد في تأليفه على الفقه الحرّ.

50. تؤلف لجنة تحت إشراف وزارة التربية والتهذيب لوضع كتاب في توحيد السلف يعتمد فيه على براهين الكتاب الكريم وصحيح الحديث النبوي فقط. فإن كان لا بد من جدال الجاحدين فيبحث عن شبههم الجديدة المبنية في جميع برامج التعليم الأجنبي والمقتبس منه ثم تناقش ويكون هذا الكتاب للوعظ وتربية العامة ويقرر في المدارس الثانوية ثم يختصر بما يناسب الأطفال.

51. تأليف لجنة تحت إشراف وزارة التربية والتهذيب لتدوين تاريخ المغرب العام قبل الإسلام وبعده إلى عصرنا. ويستعان فيه برجال الاستشراق ممن يعنى بالمغرب وتاريخه وتؤمر إدارة التأليف والترجمة والنشر بترجمة كل ما كتب عن تاريخ المغرب بجميع اللغات الأجنبية لتقدمه لمدوّني هذا التاريخ ليستمدوا منه بعد تمحيصه.

52. تأليف لجنة تحت إشراف وزارة التربية والتهذيب لتدوين تاريخ الأدب المغربي ويُستعان فيه بالمستشرقين المعنيين بالأدب المغربي. وتؤمر إدارة التأليف والترجمة والنشر بترجمة كل ما كتب عن تاريخ الأدب المغربي بأي لغة لتقدمه لكتاب هذا التاريخ ليجعلوه من مواد كتبهم بعد غربلته.

53. تأليف لجنة تحت إشراف وزارة التربية والتهذيب لتدوين تاريخ خاص بجميع أعلام المغرب على شكل أعلام الزركلي إلا أنه أوسع منه في كتابة التراجم يُستعان فيه بالمستشرقين المعنيين بهذا النوع من تاريخ المغرب. وتؤمر إدارة التأليف والترجمة والنشر بترجمة كل ما يتعلق بذلك من كل اللغات لتقدمه لمؤلفي هذا التاريخ ليمحصوه ويستمدوا منه.

54. تأليف لجنة تحت إشراف وزارة التربية والتهذيب لوضع كتاب في جغرافية المغرب بتفصيل وتطويل ويشارك فيه من رجال الاستشراق من يعنى بذلك. وترجم لها الإدارة التأليف والترجمة والنشر من كل اللغات ما يتعلق بعملها هذا.

55. تطبع إدارة التأليف والترجمة والنشر كتب هذه اللجان الست: كتاب فقه العبادات وكتاب توحيد السلف وكتاب تاريخ المغرب العام وتاريخ الأدب المغربي وكتاب الأعلام المغربية وكتاب جغرافية المغرب.

56. تختصر إدارة التأليف والترجمة والنشر من كتب هذه اللجان ما يصلح للمدارس الثانوية ثم تختصر منها كذلك ما يصلح للمدارس الابتدائية ثم تنشره.

57. تسعى وزارة الاتصال مع إعانة وزارة الخارجية بكل ما تستطيع للإتيان بالمدرسين ورجال الفكر والقلم من باقي دول شمال إفريقيا وجامعة الدول العربية وباقي الحكومات الإسلامية ومن فرنسا للاستعانة بهم في القيام بالجامعتين (القرويين ومولاي علي الشريف) والكلية العسكرية والكلية الفلاحية وعموم التعليم الثانوي والابتدائي وإدارة التأليف والترجمة والنشر واللجان الثقافية الستة.

الباب السابع: الإصلاح الاجتماعي

58. تأسيس إدارة تابعة لوزارة التربية والتهذيب للنظر في مصالح المساجد وملحقاتها ومصالح القائمين عليها وملاحظة سيرهم وملازماتهم للقيام بمأمورياتهم وترفع أجورهم رفعا مناسباً لأجور غيرهم من الموظفين ولإنشاء مساجد جديدة في المدن الجديدة المشيدة في أعقاب كل المدن المغربية ولبناء مساجد جامعة في القرى التي ليس لها مساجد يُخطب فيها.

59. توحيد خطب المساجد في جميع أنحاء المملكة المغربية وتؤمر إدارة المساجد بوضع الخطب الثمانية لكل شهر تراعى فيها البدع ومحدثات الفجور المحلية والعامة الحادثة والموجودة

في وقت إلقاء تلك الخطب فتنهى عنها وتحض فيها على السير قدما نحو الإصلاح الاجتماعي المقصود لدى الشارع عند تشريع خطب المساجد الأسبوعية في العصر النبوي المقدس بحيث يخطب جميع الخطباء في موضوع واحد في كل جمعة في جميع مساجد المملكة بإنشاء واحد وروح واحدة إلى أن يوجد خطباء كافون منشئون عارفون بما يراود منهم.

60. تأسيس إدارة تابعة لوزارة التربية والتهديب للنظر في مصالح الزوايا والقائمين عليها والسعي في تطورها حتى تصبح تدريجياً معاهد عامّة للتبشير بالإسلام وللوعظ بآدابه بين الناس. ويجب أن يكون شيوخها والقائمون مقامهم ممن ثبتت عدالتهم وكفاءتهم.

الباب الثامن: الحريات الوطنية العامة

61. إطلاق صراح البطل المغربي الزعيم محمد بن عبد الكريم الخطابي.

62. إعلان حريات الاجتماع والصحافة وتأسيس الأحزاب والجمعيات والكشافة والتبقيات مع مراعات المقدسات من دين وأنبياء وسلف صالح.

63. السماح بالتنقل في جميع المقاطعات دون أي تحجير على أي أحد حاضرة وبادية.

64. إلغاء جوازات السفر بين مناطق المغرب الثلاثة السلطانية والخليفة والدولية والاكتفاء عنها ببطاقة التعريف.

Bibliographie

- Ayache, Germain. *La Guerre du Rif*. Paris: L'Harmattan, 1996.
- _____. *Etudes d'histoire marocaine*. Rabat: Société Marocaine des Éditeurs Réunis, 1979.
- Bacqué-Grammont, Jean-Louis. "Regard des autorités françaises et de l'opinion parisienne sur le califat d'Abdumecid Efendi." *Les annales de l'autre islam* 2 (1994), 107-72.
- Bazzaz, Sahar. *Forgotten Saints, History, Power, and Politics in the Making of Modern Morocco*. Cambridge: Harvard Center for Middle Eastern Studies, 2010.
- Bazzāz, Muḥammad al-'Amīn al-. *Tārīkh al-awbi'a wa al-majā'āt bil-Maghrib fī al-qarnayn 18 wa 19*. Al-Ribāt: Manshūrāt kulliyat al-'ādāb wal-'ulūm al-'insāniyya, 1992.
- Benjelloun, Abdelmajid. *Le mouvement nationaliste marocain dans l'ex-Maroc khalifen (1930-1956)*. Rabat: El Maârif al Jadida, 2011.
- Bennison, Amira K. *Jihad and its Interpretations in Pre-colonial Morocco: State-Society Relations During the French Conquest of Algeria*. New York: Routledge, 2002.
- Bin al-Saghīr, Khālid. *Al-Maghrib wa Brīṭāniyā al-'uẓmā fī al-qarn 19*. Al-Ribāt: Manshūrāt kulliyat al-'ādāb wal-'ulūm al-'insāniyya, 1997.
- Burke, Edmund. *Prelude to Protectorate in Morocco: Precolonial Protest and Resistance (1860-1912)*. Chicago, London: The University of Chicago Press, 1976.
- Bū'zīz, al-Mustafā. *Al-waṭaniyyūn al-maghārība fī al-qarn al-'ishrīn (1873-1999)*. Al-Dār al-bayḍā': 'Afrīqyā al-Sharq, 2019.
- Cagne, Jacques. *Nation et nationalisme au Maroc: aux racines de la nation marocaine*. Rabat: Institut Universitaire de la Recherche Scientifique, 1988.
- Farrā, Abū Ya'lā al-. *Al-Aḥkām al-sultāniyya*, Bayrūth: Dār al-Kutub al-'ilmiyya, 2000.

- Fāsī, ‘Abd al-Qādir al-. *Al-Ajwiba al-ḥisān fī al-khalīfa wa al-sultān*, Al-Ribāt: Manshūrāt wizārat al-‘awqāf wa ash-shu’ūn al-‘islāmiyya, 2014.
- Ḥajjī, Muḥammad. *A lām al-Maghrib*, Bayrūth: Dār al-Gharb al-‘Islāmī, 2008.
- Halstead, John P. *Rebirth of a Nation: The Origins and Rise of Moroccan Nationalism (1912-1944)*. Cambridge: Harvard University, 1967.
- Ḥmīda, Muḥammad. *Al-Kitāba al-islāhiyya bil-Maghrib khilāla al-qarn 19*. Al-Ribāt: Dār al-Manāhil, 2002.
- Julien, Charles-André. *Le Maroc face aux impérialismes (1415-1956)*. Paris: Les éditions du Jaguar, 2011.
- Kattānī, ‘Abd al-Ḥayy al-. *Fihris al-fahāris wa al-athbāt*. Bayrūth: Dār al-Gharb al-‘Islāmī, 1982.
- Al-Kattānī, ‘Alī al-. *Al-Shurafā’ al-kattāniyyūn fī al-māḍī wa al-hāḍir*. Al-Ribāt: Jam‘iyyat al-shurafā’ al-kattāniyyīn li-ta’āwun wa al-thaqāfa, 1999.
- Kattānī, Ja’far et Muḥammad Ḥamza al-. *al-Shurb al-Muhtadar wa al-sirr al-muntazar et Manṭiq al-‘awānī bi-fayḍ tarājim ‘uyūn a’yān ‘āl al-Kattānī*. Bayrūth: Dār al-Kutub al-‘ilmiyya, 2004.
- Kattānī, Muḥammad al-Muntaṣir bi-llāh al-. *Nizām al-dawla al-‘islāmiyya*. Bayrūth: Dār al-Kutub al-‘ilmiyya, 2008.
- _____. “Ḥukūmat al-fitya.” *Ḥadārat al-‘Islām*, Ramaḍān-shawwāl 1381.
- Kenbib, Mohammed. *Les protégés: contribution à l’histoire contemporaine du Maroc*. Rabat: Publications de la Faculté des lettres et des sciences humaines, 1996.
- Khdīmī, ‘Allāl al-. *Al-Ḥaraka al-Ḥafīziyya aw al-Maghrib qubayla farḍ al-ḥimāya al-faransiyya*. Al-Ribāt: Dār Abī Raqrāq, 2009.
- _____. *Al-Tadakhkhul al-ajnabī fī al-Maghrib*. Al-Dār al-bayḍā’: ‘Afrīqyā al-Sharq, 1991.
- Lafuente, Gilles. *La politique berbère de la France et le nationalisme marocain*. Paris: L’Harmattan, 1999.
- Laroui, Abdallah. *Les origines sociales et culturelles du nationalisme marocain (1830-1912)*. Casablanca: Centre Culturel Arabe, 2009.
- Manṣūr, Muḥammad al-. *Al-Maghrib qabl al-isti’mār: al-mujtama’a wa al-dawla wa al-dīn*. Al-Dār al-bayḍā’: Al-Markaz al-thaqāfī al-‘Arabī, 2006.
- Māwardī, Abū Ḥasan al-. *Al-Aḥkām al-sulṭāniyya*. Bayrūth: Dār al-Kutub al-‘ilmiyya, 1985.
- M’barek, Zaki. *Le mouvement de libération marocain et l’indépendance inachevée*. Rabat: Éditions Bouregreg, 2009.
- Ma’lamat al-Maghrib. Al-Ribāt-Salā: al-jam‘iyya al-maghribiyya li-tālīf wa al-tarjama wa al-nashr, 2004.
- Michel, Nicolas. *Une économie de subsistance: Le Maroc précolonial*. Le Caire: IFAO, 1997.
- Miège, Jean-Louis. *Le Maroc et l’Europe (1830-1894)*. Rabat: Ed. la Porte, 1996.
- Mulīn, Nabīl. *Fikrat al-dustūr fī al-Maghrib: wathā’iq wa nuṣūs (1901-2011)*. Al-Dār al-bayḍā’: Til Kil Midyā/Centre Jacques Berque, 2017.
- Mouline, Nabil. *Le califat: histoire politique de l’islam*. Paris: Flammarion, 2016.
- _____. *Les clercs de l’islam: autorité religieuse et pouvoir politique en Arabie Saoudite*. Paris: PUF, 2011.
- _____. *Le califat imaginaire d’Ahmad al-Mansur: pouvoir et diplomatie au Maroc au XVI^e siècle*. Paris: PUF, 2009.
- Oved, Georges. *La gauche française et le nationalisme marocain (1905-1955)*. Paris: L’Harmattan, 1984.
- Parsons, Frederick V. *The Origins of The Morocco Question (1880-1900)*. London: Maghreb Publications, 2013.
- Rayyis, Muṣṭafā al-. *Al-Zāwiya al-kattāniyya min khilāl al-ṣaḥāfa al-muwālīyya lil-ḥimāya al-faransiyya*. Al-Ribāt: al-Zaman, 2015.

- Rézette, Robert. *Les partis politiques marocains*. Paris: A. Colin, 1955.
- Rivet, Daniel. *Le Maroc de Lyautey à Mohammed V*. Paris: Éditions Denoël, 1999.
- Şaffār, Ḥasan al-. *Ḥizb al- 'Islāḥ al-waṭanī (1936-1956)*. Al-Ribāt: al-Mandūbiyya al-Sāmīya li-Qudamā' al-Muqāwimīn wa-A'ḍā' Jaysh al-Taḥrīr, 2017.
- Sbaï, Jalila. "La France, l'islam et la question du Khalifat (Documents inédits)." *Hespéris-Tamuda* LIV, 1 (2019): 305-66.
- Simou, Bahija. *Les réformes militaires au Maroc de 1844 à 1912*. Rabat: Publications de la Faculté des lettres et des sciences humaines, 1995.
- Tāhirī, 'Abd al-Salām al-. *Al-Fikr al-iṣlāḥī bil-Maghrib: al-khiṭāb al-salaḥī al-makhzanī namūdhan (1757-1894)*. Al-Ribāt: Top Press, 2008.
- 'Ūnya, Muḥammad. *'Abd al-Karīm al-Khaṭṭābī wa 'uṣṭūrāt al- 'infiṣāl*. Tiṭwān: Maṭba'at al-khalīj al-'Arabī, 2018.
- Zisenwine, Daniel. *The Emergence of Nationalist Politics in Morocco: The Rise of the Independence Party and the Struggle Against Colonialism After World War II*. London: I.B. Tauris & Co Ltd, 2010.

العنوان: حزب الخلافة: أول منظمة إسلاموية مغربية.

ملخص: لئن كانت محاولات إحياء الخلافة -أم المؤسسات الدينية/السياسية في دار الإسلام- في المشرق وشبه القارة الهندية خلال الحقبة المعاصرة معروفة بشكل جيد الآن، فإن المبادرات الشبيهة في المناطق الأخرى لم تحض لحد الساعة بنفس الاهتمام. للمساهمة في ملء هذا الفراغ، يسعى هذا المقال لتقديم النتائج الأولية لبحث جارٍ عن حالة شبه مجهولة: حزب الخلافة، أول منظمة إسلاموية مغربية، الذي رأى النور سنة 1944.

الكلمات المفتاحية: الخلافة، الإسلام، الإسلام السياسي، الأحزاب السياسية، شمال إفريقيا، المغرب، المغرب، الدستور، نظام الحكم في الإسلام، التوجهات القومية، الحركة الوطنية في المغرب، النظام الملكي، المخزن.

Titre: Le Parti du Califat:

Première organisation islamiste marocaine.

Résumé: Si les tentatives de revivification du califat, la monarchie universelle islamique, au Machrek et dans le Sous-continent indien durant l'époque contemporaine sont maintenant bien connues, les entreprises similaires dans d'autres régions sont très peu voire pas du tout étudiées. Nous nous proposons dans cet article d'enrichir la question en présentant les premiers résultats d'une recherche en cours sur un cas quasiment inconnu: le Parti du califat (hizb al-khilāfa), première organisation islamiste marocaine, fondé en 1944.

Mots-clés: Le Califat, islam, islamisme, partis politiques, Maghreb, Maroc, constitution, mode de gouvernement, nationalisme, mouvement national marocain, monarchie, Makhzen.